

Merci le Modérateur pour m'accorde la parole

Je voudrais d'abord exprimer ma profonde gratitude au peuple et au Gouvernement de la République Fédérale démocratique d'Éthiopie pour leur chaleureuse hospitalité et l'excellente organisation de cette session.

Le Burundi est conscient que parmi les domaines qu'on a connus des retards dans la mise en œuvre des ODDs figurent le domaine de la dette et de la viabilité de la dette.

Ici on peut souligner que les problèmes liés à la dette ne montrent aucun signe d'apaisement pour de nombreux pays pauvres et vulnérables, ce qui menace la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Alors que le tableau de la dette mondiale était varié en 2022, les risques d'endettement ont augmenté dans de nombreux pays parmi les plus pauvres et les plus vulnérables.

Le surendettement a donc constitué un obstacle important au développement durable. Il est urgent de relever ces défis et d'améliorer l'architecture financière internationale et l'architecture de la dette.

- De ce fait : il faut mobiliser des financements nécessaires aux différentes stratégies de développement, maintenir la viabilité de la dette, conduire une analyse coûts/risques et réduire la dépendance à long terme des pays face aux financements extérieurs.
- Autre éléments, il faut que la Banque mondiale s'attache à évaluer la viabilité de la dette des pays en développement et à renforcer les capacités nationales en matière de transparence et de gestion de la dette.
- En outre, elle doit fournir des ressources considérables aux pays surendettés à l'aide de financements à des conditions très concessionnelles et contribue activement à l'amélioration de l'architecture mondiale de la dette souveraine.

Voici les quelques recommandations que la délégation Burundaise voudrait partager.

Je vous remercie